

**Doc. 4 François Mitterrand et les crimes de Vichy.**

« L'État français », si j'ose dire, cela n'existe pas. Il y a la République. [...] Et la République à travers toute son histoire, la I<sup>re</sup>, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup>, la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> ont constamment adopté une attitude totalement ouverte pour considérer que les droits des citoyens devaient être appliqués à toute personne reconnue comme citoyen et en particulier les Juifs français. Alors, ne lui demandez pas de compte à cette République, elle a fait ce qu'elle devait. C'est la République qui a, pratiquement depuis deux siècles où les Républiques se sont succédées, décidé toutes les mesures d'égalité, de citoyenneté. [...] La République a toujours été celle qui a tendu la main pour éviter les ségrégations et spécialement les ségrégations raciales. Alors, ne demandons pas de comptes à la République. Mais, en 1940, il y a eu un État français, ne séparez pas les termes « État » et « français » ; l'État français c'était le régime de Vichy, ce n'était pas la République, et à cet État français on doit demander des comptes, je l'admets naturellement, comment ne l'admettrais-je pas ? Je partage totalement le sentiment de ceux qui s'adressent à moi, mais précisément la Résistance puis le gouvernement de Gaulle, ensuite la IV<sup>e</sup> République, et les autres, ont été fondés sur le refus de cet État français. Il faut être clair.

Il n'y a pas de controverses !

Entretien du président François Mitterrand avec des journalistes, le 14 juillet 1992.

**Doc. 5 Jacques Chirac reconnaît les crimes de l'État français.**

*Le 16 juillet 1995, le président Jacques Chirac prononce un discours à l'occasion de la commémoration du 53<sup>e</sup> anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, qui les 16 et 17 juillet 1942 a abouti à l'arrestation et à la déportation de 12 884 Juifs parisiens.*

Il est, dans la vie d'une nation, des moments qui blessent la mémoire, et l'idée que l'on se fait de son pays [...], ces heures noires [qui] souillent à jamais notre histoire, et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. [...] Le 16 juillet 1942, 450 policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis. Ce jour-là, dans la capitale et en région parisienne, près de 10 000 hommes, femmes et enfants juifs furent arrêtés à leur domicile, au petit matin [...]. La France, patrie des Lumières et des Droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux. [...] Soixante-quatorze trains partirent vers Auschwitz. Soixante-seize mille déportés juifs de France n'en reviendront pas. Nous conservons à leur égard une dette imprescriptible. Reconnaître les fautes du passé, et les fautes commises par l'État. Ne rien occulter des heures sombres de notre Histoire, c'est tout simplement défendre une idée de l'Homme, de sa liberté et de sa dignité. C'est lutter contre les forces obscures, sans cesse à l'œuvre. [...] Certes, il y a les erreurs commises, il y a les fautes, il y a une faute collective. Mais il y a aussi la France, une certaine idée de la France, droite, généreuse, fidèle à ses traditions, à son génie. Cette France n'a jamais été à Vichy. Elle n'est plus, et depuis longtemps, à Paris. Elle est dans les sables libyens et partout où se battent des Français libres. Elle est à Londres, incarnée par le général de Gaulle. Elle est présente, une et indivisible, dans le cœur de ces Français, ces Justes parmi les nations qui, au plus noir de la tourmente, en sauvant au péril de leur vie [...] les trois-quarts de la communauté juive résidant en France, ont donné vie à ce qu'elle a de meilleur.

Discours du président de la République Jacques Chirac, le 16 juillet 1995.